

# Communiqué du Conseil d'Etat

---

14 mars 2012

La version Internet fait foi



# Sommaire

---

Genève internationale.....	4
Condoléances suite à l'accident de car survenu à Sierre.....	4
Genève-Confédération .....	5
Sites contaminés : oui aux nouvelles dispositions de la Confédération sur les responsabilités des sociétés.....	5
Genève .....	6
Rencontre avec le Bureau du Grand Conseil .....	6
La <i>task force</i> gérance immobilière livre son bilan .....	6
Un pas de plus dans la lutte contre l'affichage illicite.....	7
Tram Cornavin – Grand-Saconnex : répondre au mieux aux attentes de la commune .....	7
Quartier Praille Acacias Vernets : les usagers du stationnement doivent respecter les règles établies .....	8
Réduction des nuisances sonores provenant de l'autoroute de contournement prévue dès 2014.....	9
Mouettes genevoises : adoption des comptes, du rapport de gestion et du rapport d'exécution de l'offre de prestation pour l'exercice 2010 .....	9
Création d'une zone de verdure et extension du cimetière à Plan-les-Ouates.....	10
Aboutissement de l'initiative « Pas de cadeaux aux multinationales : Initiative pour la suppression des allègements fiscaux » .....	10
Nouveaux conseillers municipaux à Troinex et Puplinge .....	11
Agenda des invitations à la presse .....	12

## **Condoléances suite à l'accident de car survenu à Sierre**

Le Conseil d'Etat a exprimé ses très vives condoléances et toute sa sympathie à M. Hugo Ann Karel Brauwers, consul général de Belgique à Genève, suite au tragique accident de car survenu hier soir à Sierre (VS) qui a fait de nombreuses victimes de nationalité belge, dont une majorité d'enfants.

Bouleversé par cette nouvelle, le gouvernement genevois s'associe à la douleur éprouvée par les familles des victimes et leurs proches.

M. Pierre-François Unger, président du Conseil d'Etat, est allé accueillir ce jour les familles des victimes et les autorités belges à leur arrivée à l'aéroport de Genève.

## **Sites contaminés : oui aux nouvelles dispositions de la Confédération sur les responsabilités des sociétés**

Répondant à une procédure de [consultation](#) de la commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil des Etats, le Conseil d'Etat s'est déclaré favorable à l'introduction de deux nouvelles dispositions modifiant la [loi fédérale sur la protection de l'environnement](#).

Celles-ci permettront principalement d'éviter aux collectivités publiques d'assumer des coûts de défaillance issus d'opérations commerciales réalisées par des sociétés impliquées dans des contaminations de sites.

Dès la connaissance d'une contamination de site, les cantons pourront ainsi exiger des personnes responsables une garantie pour la couverture des frais liés aux mesures de surveillance et d'assainissement. Par ailleurs, toute cession ou partage d'un immeuble situé sur un site pollué sera soumis à l'autorisation du canton.

En effet, il demeure aujourd'hui difficile de rechercher les véritables pollueurs de contamination en raison de la complexité du droit commercial et des successions de raisons sociales sur un même site. A l'avenir, il sera ainsi plus difficile aux pollueurs d'utiliser des moyens du droit privé pour échapper à leurs responsabilités environnementales.

*Pour toute information complémentaire : M. Alain Davit, chef du secteur sites pollués, service de géologie, sols et déchets, DSPE, ☎ 022 546 70 73.*

---

## Rencontre avec le Bureau du Grand Conseil

Comme chaque année, le Conseil d'Etat a rencontré le Bureau du Grand Conseil dans le cadre d'un déjeuner de travail.

Cette entrevue a été l'occasion d'aborder différentes thématiques, parmi lesquelles les dossiers traités par le Grand Conseil, la planification et l'utilisation des locaux de l'Hôtel de Ville pendant les travaux de transformation de la salle du Grand Conseil qui débiteront à l'été 2013, ou encore la sécurité à l'Hôtel de Ville et l'utilisation de la cour pour des manifestations.

Par ailleurs, différents points ont été évoqués dans la perspective de l'acceptation éventuelle de la nouvelle Constitution le 14 octobre prochain.

---

## La *task force* gérance immobilière livre son bilan

Le Conseil d'Etat a approuvé le rapport de la *task force* gérance immobilière, instituée par le Conseil d'Etat le 9 février 2011 (voir [point de presse du 10 février 2011](#)) suite aux recommandations émises par l'inspection cantonale des finances (ICF) le 22 décembre 2010. Les missions et objectifs de la *task force* consistaient à effectuer une mise à jour de tous les dossiers des locataires des biens immobiliers appartenant à l'Etat, à améliorer le système de contrôle interne de la gérance et à analyser les baux des logements.

Le rapport dit en substance que les travaux de la *task force* ont répondu de façon satisfaisante aux objectifs d'amélioration et d'efficacité des activités de la gérance immobilière. Des progrès significatifs ont par exemple été apportés au déroulement des processus métier et du contrôle des tâches.

Une année après la mise sur pied de la *task force*, celle-ci a été dissoute comme prévu. Il appartient maintenant à l'office des bâtiments de poursuivre les travaux. Une attention particulière est portée à la valorisation du patrimoine immobilier de l'Etat, dans les limites du droit du bail. Diverses actions coordonnées par le service de la gérance ont d'ores et déjà été réalisées, permettant de dégager des recettes ponctuelles de 946'000 francs, auxquelles s'ajoutent des recettes annuelles récurrentes d'un montant de 474'000 francs. La mise en place d'un système de contrôle interne complet, tant au niveau de l'office précité que du DCTI dans son ensemble, est également en cours.

Par ailleurs, le Conseil d'Etat a donné pour mission au DCTI de développer une stratégie de valorisation du parc de villas de l'Etat et d'établir un plan d'actions détaillé. Pour l'aider dans cette tâche, le département se basera sur un travail de catégorisation des types de villas réalisé sur appel d'offres par quatre régions immobilières. Il est également demandé au DCTI de poursuivre l'examen de l'opportunité d'externaliser la gestion ou de vendre certaines villas.

*Pour toute information complémentaire : M. Patrick Armaingaud, directeur général de l'office des bâtiments, DCTI, ☎ 022 546 62 01.*

---

## **Un pas de plus dans la lutte contre l'affichage illicite**

A la suite d'un arrêt rendu par le Tribunal administratif annulant une amende infligée par la Ville de Genève à une personne morale qui avait installé un panneau d'affichage sur le domaine public, en violation de la [loi sur les procédés de réclame](#), le Conseil d'Etat a déposé au Grand Conseil un projet de loi modifiant cette législation.

La loi en question a pour objectif de réglementer l'emploi des procédés de réclame afin d'éviter la prolifération de supports publicitaires sur le domaine public, ce qui contribue également à améliorer la sécurité routière, protège les sites et l'esthétique des lieux et concourt au respect de l'ordre public.

Le projet de loi propose l'ajout d'un nouvel article 32 A permettant de sanctionner les personnes morales ayant commis une infraction et non plus seulement les personnes physiques auteures d'un délit. Le montant de l'amende infligée peut s'élever à 60'000 francs. La responsabilité de l'entreprise sera engagée lorsqu'il ne sera pas possible d'identifier les personnes physiques coupables de l'infraction. La mise en cause de l'entreprise interviendra également lorsqu'il sera démontré que celle-ci n'a pas pris toutes les mesures organisationnelles permettant d'empêcher une telle action.

Cette modification, qui s'inspire du droit fédéral ([article 102 du Code pénal suisse](#)), permettra de combler le vide juridique qui faisait obstacle aux efforts des autorités pour lutter contre l'affichage illicite sur le domaine public.

*Pour toute information complémentaire : M. Didier Mottiez, secrétaire général adjoint, patrimoine et opérations foncières, DCTI, ☎ 022 546 60 72.*

---

## **Tram Cornavin – Grand-Saconnex : répondre au mieux aux attentes de la commune**

Le Conseil d'Etat a répondu à un courrier de la commune du Grand-Saconnex lui demandant d'accélérer autant que possible la réalisation de la ligne de tramway Cornavin – Grand-Saconnex

Dans sa réponse, le gouvernement rappelle que la réalisation de cette desserte de transport public est subordonnée à la construction de la route des Nations, selon les termes de la [loi sur le réseau des transports publics](#) (art. 4). Cependant, afin de prendre en considération la mutation progressive du secteur, liée aux nouveaux projets d'urbanisation (Pré-du-Stand, secteur de la Suzette, Jardin des Nations, etc.), de nouvelles études pour la réalisation du tramway seront lancées très prochainement.

Ces études, menées dans le cadre des [projets stratégiques de développement](#) en étroite collaboration avec les communes concernées, permettront la mise à jour des études antérieures et ainsi de répondre aux attentes des populations du secteur en matière de mobilité, tout en préfigurant les projets d'urbanisation des deux prochaines décennies.

Sur la base de ces travaux, l'opportunité d'ouvrir le chantier du tram parallèlement à celui de la route des Nations sans attendre la mise en service de cette dernière sera étudiée. Le cas échéant, le dépôt au Grand Conseil d'une modification de la loi pourra être envisagé.

*Pour toute information complémentaire : M. David Favre, secrétaire général adjoint chargé de la mobilité, DIM,  
☎ 022 327 96 05.*

---

### **Quartier Praille Acacias Vernets : les usagers du stationnement doivent respecter les règles établies**

Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil son rapport sur une [pétition intitulée « Stop au racket abusif des amendes du stationnement dans le secteur Vernets-Prairie-Acacias »](#). Les pétitionnaires considèrent en effet que les agents de la Fondation des parkings (FDP) verbalisent excessivement les commerçants du secteur concerné.

Dans son rapport, le Conseil d'Etat rappelle que le secteur Praille Acacias Vernets comprend une zone macaron O (898 places de stationnement) et une zone hors macaron (445 cases de stationnement). Le nombre de macarons délivrés (701) est inférieur au nombre total de places.

Le rôle de la FDP dans le contrôle du stationnement est défini dans le contrat de prestation entre l'Etat et la fondation, passé en 2010 et reconduit sur la période 2011-2013, et consiste en un contrôle à la fois efficace et homogène sur tout le territoire de la ville de Genève. Des indicateurs mesurables ont été mis en place depuis 2011 pour vérifier le respect de ces objectifs : 20% du territoire doivent être contrôlés chaque jour et chaque zone macaron doit être contrôlée un jour par semaine.

En ce sens, la FDP ne contrôle pas davantage un secteur de la ville de Genève qu'un autre. D'ailleurs, sur les deux zones du quartier des Acacias, représentant 3,8% des places de stationnement en ville de Genève, le taux de relevé et de saisie effectué par la FDP s'élève à 3,26%, soit en dessous de la moyenne. A l'inverse, la FDP ne peut différencier sa mission ni en fonction du secteur concerné, ni vis-à-vis d'un certain type d'usagers. De plus, sa mission se limite au contrôle et non à la prévention.

Enfin, si la FDP verbalise les infractions, elle n'encaisse pas le montant des amendes d'ordre et n'a donc pas d'intérêt particulier à une répression excessive. En effet, son budget provient du produit des macarons, des recettes d'exploitation des parkings et d'une indemnité de fonctionnement relative à sa mission de contrôle versée par l'Etat.

Compte tenu des conditions de stationnement dans le secteur, qui ne mettent pas en évidence un manque de place pouvant générer du stationnement illicite, le Conseil d'Etat conclut à la nécessité pour les commerçants de ce quartier de respecter les règles établies en matière de stationnement.

*Pour toute information complémentaire : M. David Favre, secrétaire général adjoint chargé de la mobilité, DIM,  
☎ 022 327 96 05.*



---

## Réduction des nuisances sonores provenant de l'autoroute de contournement prévue dès 2014

En réponse à une [résolution](#) du Grand Conseil sur la réduction des nuisances sonores provenant de l'autoroute de contournement, le Conseil d'Etat précise que les mesures d'assainissement du bruit sur l'autoroute de contournement incombent, du point de vue légal, à la Confédération.

L'Office fédéral des routes indique à cet égard que le projet d'assainissement du secteur de l'autoroute entre la frontière vaudoise et le tunnel de Vernier sera mis à l'enquête en 2012. La réalisation des mesures devrait ensuite intervenir en 2014, conformément au délai légal fixé par l'[Ordonnance fédérale sur la protection contre le bruit](#), à savoir mars 2015 pour les routes nationales.

*Pour toute information complémentaire : M. Philippe Royer, directeur du service de protection contre le bruit et les rayonnements non ionisants, DSPE, ☎ 022 388 80 41.*

---

## Mouettes genevoises : adoption des comptes, du rapport de gestion et du rapport d'exécution de l'offre de prestation pour l'exercice 2010

Le Conseil d'Etat a adopté les comptes, le rapport de gestion et le rapport d'activité 2010 de la Société des Mouettes genevoises navigations SA (SMGN) et transmis un rapport à ce propos au Grand Conseil.

Le contrat de prestations 2010 a été dûment rempli par la SMGN, les indicateurs fixés relatifs à l'offre et aux éléments financiers ayant été atteints, voire dépassés. S'il n'était pas prévu de modifications majeures de l'offre globale de transport par rapport à l'année précédente, deux améliorations du réseau sont cependant à mentionner. L'une, qualitative, est liée au déplacement du débarcadère de la Perle du Lac à celui plus centré de Châteaubriand, avec une plateforme mobile permettant l'embarquement de personnes à mobilité réduite. L'autre, quantitative, concerne le début du service du samedi, qui a été avancé de 10h00 à 8h30 pour les deux lignes courtes du petit lac, de 9h50 à 8h20 pour la ligne Pâquis – Genève-Plage, et de 9h50 à 9h20 pour la ligne du haut-lac, Genève-Plage – Châteaubriand.

La fréquentation est en régulière augmentation depuis 2002. Malgré une offre quasi inchangée, elle s'est encore accrue de 2,8% entre 2009 et 2010.

La direction générale de la mobilité (DGM) a en outre fait procéder en 2010 à une analyse technique de la flotte, qui a conclu à un bon état général des bateaux.

Sur le plan financier, l'exercice 2010 s'est clôturé avec un bénéfice net de 67'651 francs, dont 75% sont reversés à l'Etat, alors que le budget prévoyait un résultat neutre. Les recettes de la SMGN ont été plus élevées que prévu de 0,8%, atteignant 932'631 francs, montant qui couvre le 28,4% de ses charges. Ces dernières ont atteint 3,285 millions de francs, en baisse de 1,8% par rapport au budget. La contribution finale de l'Etat s'est élevée à 2,442 millions de francs pour l'année 2010.

*Pour toute information complémentaire : Mme Sylvie Penel, économiste, direction générale de la mobilité, DIM, ☎ 022 546 78 98.*

---

## Création d'une zone de verdure et extension du cimetière à Plan-les-Ouates



Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil un projet de loi modifiant les limites de zones sur des terrains situés à l'angle des chemins de Maronsy et de la Vironde, à Plan-les-Ouates, en vue de créer une zone de verdure. D'une superficie totale de 11'080 m<sup>2</sup>, le périmètre se situe actuellement en zone agricole (cliquer sur le plan pour l'agrandir).



Ce projet vise à mettre le plan de zone pour le cimetière existant en conformité avec la [loi d'application de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire \(art. 24\)](#) et à permettre son extension future, ainsi que la réalisation d'un dépôt.

Ce projet est conforme au [plan directeur cantonal](#) mis à jour en octobre 2010 ainsi qu'au [plan directeur communal de Plan-les-Ouates](#), adopté par le Conseil municipal le 27 octobre 2009. L'enquête publique ouverte du 7 septembre au 10 octobre 2011 n'a donné lieu à aucune observation. Le Conseil municipal de la commune de Plan-les-Ouates a préavisé favorablement ce projet le 20 décembre 2011.

*Pour toute information complémentaire : M. Vincent Delabrière, directeur des plans d'affectation et requêtes, office de l'urbanisme, DCTI, ☎ 022 546 73 13.*

---

## Aboutissement de l'initiative « Pas de cadeaux aux multinationales : Initiative pour la suppression des allègements fiscaux »

Le Conseil d'Etat a constaté l'aboutissement de l'initiative populaire cantonale « Pas de cadeaux aux multinationales : Initiative pour la suppression des allègements fiscaux ». La vérification des signatures déposées à l'appui de l'initiative a donné les résultats suivants :

- nombre de signatures annoncées par les déposants : 13'635
- nombre de signatures contrôlées : 11'068
- nombre de signatures validées : 10'028

Le nombre de 10'000 signatures exigé par la [Constitution](#) (art. 64) est atteint et l'initiative a abouti.

Les recours contre la décision en matière de validation des signatures doivent être adressés à la Chambre administrative de la Cour de justice au plus tard six jours à compter du lendemain de la publication de l'arrêt.

Il revient maintenant au Conseil d'Etat de déposer à l'intention du Grand Conseil un rapport sur cette initiative dans un délai de trois mois.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA, ☎ 022 327 95 00.*

---

## Nouveaux conseillers municipaux à Troinex et Puplinge



Le Conseil d'Etat a proclamé M. **Jean Berthet** (ci-contre à droite) élu sans scrutin à la fonction de conseiller municipal dans la commune de Troinex. M. Berthet remplace Mme Florence Maggi Duvernay, démissionnaire du Conseil municipal, sur la liste « Troinex Alternative ».



Le Conseil d'Etat a par ailleurs proclamé M. **Didier Nicole** (à gauche) élu sans scrutin à la fonction de conseiller municipal dans la commune de Puplinge, en remplacement de Mme Céline Amaudruz, démissionnaire du Conseil municipal, sur la liste « UDC-Union Démocratique du Centre ».



*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA, ☎ 022 327 95 00.*

# Agenda des invitations à la presse

---

*Sous réserve de modifications*

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
20 mars 11h00	Semaine internationale contre le racisme	Club suisse de la presse à La Pastorale 106, route de Ferney 1202 Genève	DSPE	Laurent Paoliello ☎ 022 327 92 04
2 avril 10h00	Présentation du compte 2011 de l'Etat de Genève	salle de l'Alabama de l'Hôtel de Ville 2, rue de l'Hôtel-de-Ville 1204 Genève	CE	Roland Godel ☎ 022 327 98 07